Le Grain de sable

N° 413 – Mardi 01 avril 2003



DESTRUCTIONS

Dans ce numéro



Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« Les aventures du Dr. Bushamour » par Brito – http://france.attac.org/site/recueil.php?idpage=169&langue=

L'obscurité alternative

Par Leonardo Boff. Théologien
Traduction. Valérie Lépine. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

La crise mondiale nous pousse à réfléchir mais elle nous amène également à quelque élucubration. La guerre actuelle se situe dans la logique de l'impérialisme global américain. Et elle peut donner lieu à des processus qui, peut-être, seront incontrôlables, et à des catastrophes dont les conséquences seraient terribles pour l'avenir de Gaïa, et pour celui de ses enfants. Afin d'étayer ces conjectures, je voudrais citer deux respectables experts de la politique mondiale, l'un, libéral, Samuel P. Huntington, et l'autre, marxiste, Eric J. Hobsbawm.

Dans son livre "L'Ère des extrêmes" (1994), Eric Hobsbawm écrit, en guise de conclusion : "Nous ne savons pas où nous allons. Mais, une chose est sûre : si l'humanité veut pouvoir reconnaître son avenir, cela ne peut passer par un prolongement du passé ou du présent. Si nous tentons de construire le troisième millénaire sur ces bases, nous allons droit à l'échec. Et le prix de cet échec, c'est à dire l'alternative pour une autre société, c'est l'obscurité.".

Bush et ses alliés sont en train de prolonger la logique du passé, et, par conséquent, ils produisent l'obscurité. A la fin de son livre, "Le choc des civilisations" (1996), Samuel Huntington, conseiller auprès du Pentagone et l'un des principaux experts politiques américains, prédit, sur un ton dramatique, l'arrivée de cette obscurité.

Selon lui, aux alentours de l'an 2010 éclatera une guerre entre les civilisations du monde. S'opposeront alors des États noyaux d'une civilisation : les États-Unis et leurs États membres (Europe et Russie), et la Chine et ses États membres (Japon, Pakistan et Iran). S'ensuivra une telle dévastation générale, au moyen d'armes conventionnelles ou nucléaires, que les belligérants connaîtront un déclin de leur pouvoir économique, démographiques et militaire. L'hégémonie mondiale, qui, durant des siècles était dévolue au Nord, s'établira alors au Sud.

Et, toujours selon Huntington, seules l'Inde et l'Indonésie échapperont aux terribles destructions et tenteront de reformuler le monde selon leurs propres critères. Pour ma part, j'ajouterai le Brésil à cette liste : principale puissance dans les Tropiques, c'est un pays qui dispose de recours stratégiques, d'eau potable, de biomasse, de biodiversité ainsi que d'une accumulation tout à fait raisonnable de masse critique. Peut-être un jour jouera-t-il un rôle prépondérant dans la réorganisation de la Terre sur un modèle non impérial. Et l'Amérique Latine lancera un plan Marshall pour aider les États-Unis à se relever… incroyable !

Voilà un scénario qui semble bien fantasmagorique… mais peut-être pas tant que cela. Le détonateur de la guerre mondiale se situerait au sein de l'État-noyau occidental, irrémédiablement interventionniste car ses dirigeants sont persuadés que la civilisation occidentale est supérieure aux autres, et la plus rationnelle de toutes.

C'est parce qu'elle est à l'origine du christianisme, de l'idée de la valeur de l'individu, des droits de l'homme, de la force de la loi, et de la démocratie que la civilisation occidentale doit être l'unique option imposée à tous, et servir de moule à la mondialisation. Tels ont été, à quelque chose près, les propos d'un homme totalement dépourvu de lucidité et de scrupules, Silvio Berlusconi.

Cette prétention universelle de la culture occidentale a irrémédiablement conduit à l'impérialisme, et celui-ci s'est renforcé avec Bush. En intervenant en Irak, ce dernier prétend redessiner toute la politique du Moyen-Orient musulman et assurer à l'Occident les réserves pétrolières nécessaires. C'est là le détonateur de la guerre actuelle et de la colère contre l'Occident, la source de conflits à venir et d'un terrorisme mondial grandissant.

Leonardo Boff
Grano de Arena 183
Contact pour cet article informativo@attac.org

Mondialisation du capital et militarisme : les interelations

Par Claude Serfati. Chercheur

L'objet de ce texte est de préciser mon point de vue sur quelques relations qui existent entre la mondialisation du capital et le développement du militarisme et de mettre ainsi en perspective la nouvelle étape – la "guerre sans limites" - qui s'est ouverte en ce début de siècle. Après avoir atteint des niveaux stratosphériques au cours des années quatre-vingts (plus de 50% de hausse) , les dépenses militaires mondiales ont massivement baissé de la fin de la décennie 80 à la fin des années 90. Ensuite, un cycle de hausse de dépenses militaires s'est de nouveau mis en route : entre 1998 et 2001, les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 7% en dollars constants (source : SIPRI) . Ces données ne prennent pas en compte l'évolution des budgets militaires depuis le 11 septembre 2001[1]. Le début du siècle ouvre une ère d'accroissement considérable et assez général d'augmentation des dépenses militaires. En France, dans l'indifférence presque générale, les parlementaires ont voté à l'automne 2002 une loi de programmation militaire (2003-2008) qui prévoit une augmentation des dépenses d'équipement (d'un montant moyen de 14,84 milliards d'euros 2003 par an entre 2003 et 2008 contre 12,27 en 2001, soit une augmentation de 20+ %) .

L'hypothèse qui est proposée dans cette note est que l'humanité est aujourd'hui confrontée aux plus graves dangers, au sens où des fractions entières de la population mondiale sont confrontées à la question de leur simple survie et de leur reproduction. Ce ne sont plus les populations vivant "aux marges" qui sont concernées, mais des pays considérés dans les décennies passées comme des économies émergentes, ainsi que l'atteste le sort des populations d'Argentine au terme d'une décennie de politique néolibérale. ATTAC prend au sérieux et combat avec obstination les conséquences pour les populations du sud de la généralisation des droits de propriété, qui incluent désormais ceux portant sur les processus du vivant. Il est de la plus haute importance de considérer dans ce contexte général la machine infernale, technologiquement perfectionnée et politiquement brutale, que l'Administration Bush a mise en place.

La décision de guerre contre l'Irak ne peut être seulement imputée à un "clan" irresponsable et intégriste religieux. Certes, l'équipe présidentielle a été épurée de ses éléments les plus "modérés" qui appartenaient à l'équipe de Bush père. Certes les attentats du 11 septembre 2001 ont donné des marges de manœuvre inespérées à G.W. Bush pour mener à bien son programme. Il reste que le programme de "guerre sans limites" doit être compris comme le produit complexe de différentes facteurs. J'en recense trois qui me paraissent essentiels et complémentaires :

- une hégémonie sans doute sans égale dans l'histoire des derniers siècles[2]. La politique de Bush a provoqué un changement d'échelle dans des processus de militarisation et d'interventions militaires qui étaient déjà en cours dans la décennie quatre-vingt dix ;

- l'existence d'un système militaro-industriel qui s'est durablement enraciné dans les décennies d'après-guerre et a connu au cours de la décennie quatre-vingt-dix une régénération substantielle, en particulier grâce à son alliance plus resserrée avec les organisations du capital financier (les "marchés financiers") ;

- les contradictions d'un régime d'accumulation fondé sur des politiques néolibérales et l'extension de la mise en œuvre de "marchés" . Derrière ce terme transformé en concept mais en réalité amorphe, il faut précisément entendre aujourd'hui l'imposition de droits de propriété du capital rentier qui ont provoqué la dévastation de nombreux territoires et fini par entraîner l'économie américaine dans la crise bien avant les attentats du 11 septembre 2001 (l'entrée en récession selon les indicateurs officiels date du 3° trimestre 2000 et certains "fondamentaux" suggèrent que le retournement se situerait en fait vers 1997) .

Compte tenu de l'objet de cette note, il n'est pas nécessaire de détailler le contenu de ces trois points[3]. Prenons les brièvement dans cet ordre ces trois catégories de facteurs pour en montrer quelques enjeux pour la réflexion du d'ATTAC. Concernant les dimensions géopolitiques, il est relativement aisé, singulièrement en France, de faire partager cette idée d'hégémonie des Etats-Unis. La qualification d'"empire" – qui dans un autre cadre analytique, pourrait être assez proche d'un super- (ou mono- ?) impérialisme – est-elle la plus appropriée ? La discussion pourrait sembler un peu superflue, elle peut toutefois sous certaines conditions porter des conséquences quant aux orientations d'ATTAC. Quelle est, par exemple, la place des autres grands pays, et particulièrement de la France dans la configuration géopolitique actuelle ? Où situer l'action des ONG, d'ATTAC contre la militarisation et les guerres qui déchirent l'Afrique et exterminent leur population ? Quelle est la relation entre ces drames et la "Franceafrique" qui constitue un trait permanent de la diplomatie, de l'économie et de la politique de la France?

Le rôle des système militaro-industriels dans la militarisation de la planète au cours des décennies passées est très important. Pour des raisons évidentes, le système militaro-industriel américain occupe une place déterminante. Il détient une puissance qui a peu à voir avec celle qui a pu être véhiculée dans le passé par l'image des "marchands de canons". Les mécanismes économiques et politiques propres aux décennies d'après-guerre l'ont durablement enraciné dans l'économie et la société des Etats-Unis. Au cours de cette période, le système militaro-industriel américain a fortement influencé certaines trajectoires technologiques qui ont donné naissance à des industries civiles majeures (aéronautique, espace, électronique au sens large) . Sa régénération au cours des années quatre-vingt dix a fortement contribué au processus de militarisation dont on voit aujourd'hui un résultat dramatique (nullement son terme) .Le rôle central joué par les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la suprématie militaire et sécuritaire[4], dans le contexte de l'éclatement de la "bulle internet", facilite l'émergence d'un "complexe militaro-sécuritaire" dans l'économie et la société américaine, et pourraient lui donner une position encore plus centrale que occupée par le "complexe militaro-industriel" pendant les décennies de "guerre froide".

L'économie politique de la mondialisation et les désastres auxquels, dans la décennie quatre-vingt-dix, elle a tour à tour ou simultanément conduit la plupart des régions de la planète fait l'objet d'un large accord au sein d'ATTAC. En même temps, on sous-estime trop souvent en France l'ampleur des contradictions et difficultés qui assaillent aujourd'hui l'économie américaine. La récession ne montre aucun signe de terminaison, les déficits commerciaux[5] et budgétaires ont augmenté dans des proportions considérables en 2002, sans parler de la crise de confiance dans le système financier et de retraite par capitalisation. Dans ces conditions, le nouveau plan d'augmentation des dépenses militaires et de réduction massive des impôts (décembre 2002) pour la minorité la plus riche et rentière a conduit Business Week à titrer son dossier : "Guerre de classes ?" (20 janvier 2003) . Aucune sympathie pour "ceux d'en bas", mais la sentiment inquiet, pour ne pas dire la certitude, que ce programme, qui est en fait un programme de tentative de relance des "marchés financiers" (et d'offensive contre les classes et groupes exploités) et bien sûr de "guerre sans limite" risque de conduire à la catastrophe[6].

L'interaction ainsi que la hiérarchisation de ces trois facteurs qui viennent d'être mentionnés sont elles-mêmes un objet de débat. Comment des forces compulsives qui nourrissent le militarisme et les guerres[7] se fraient une voie et finissent par s'imposer dans certaines configurations historiques et institutionnelles doit être analysé avec soin. Certes, nous savons que l'association du libre-échange et de la paix, antienne de la théorie économique dominante, est démentie par l'histoire des deux derniers siècles, et que la mondialisation (du capital) loin d'être "heureuse" et "pacifique" – requiert un bras armé.

Cependant, une nouvelle étape s'est ouverte à la fin du siècle précédent, avec une interaction plus étroite entre la mondialisation du capital et la guerre et le militarisme. L'impasse à laquelle conduit la domination du capital rentier et qui est désormais perceptible même aux Etats-Unis renforce la recherche de solutions dans lesquelles la préservation des intérêts des élites politiques et des classes dominantes est assurée directement par la force. Cette stratégie n'est pas "soutenable", non seulement de la part de ceux qui en sont les victimes, mais également du point de vue de ceux qui cherchent une alternative du côté du fonctionnement pacifique ("civilisé"?) du capitalisme. La posture de l'Administration Bush suscite en retour la recherche d'une autre forme de "gouvernance globale"



que celle qui, depuis plus de dix ans, a associé le néolibéralisme, la domination sans fard de la finance, et la militarisation accrue. Cette recherche va être exacerbée par l'attitude des dirigeants des Etats-Unis vis-à-vis de l'ONU dans la guerre contre l'Irak, qui élève à un degré supplémentaire le comportement agressif qu'ils adoptent depuis plusieurs années face à de nombreux traités internationaux.

La discussion et l'élaboration sont d'autant plus nécessaires aujourd'hui que la guerre en Irak mobilise à juste titre l'attention et suscite à juste titre la recherche d'explications, elle ne doit toutefois pas "surdéterminer" l'analyse des relations qui se sont construites depuis deux décennies entre la mondialisation dominée par le capital rentier et le militarisme. Un travail de fond de la part d'ATTAC est nécessaire qui va totalement de pair avec une prise de position et un engagement contre la guerre en Irak[8].

Je soulignerai ici seulement quelques points sur lequel un travail de réflexion me paraît utile.

- Les questions de défense et d'armement de l'Europe. Elles incluent la transformation des systèmes militaro-industriels des Etats-Unis et des quelques pays majeurs de l'Union européenne[9] depuis la dernière décennie. Ici est posée la question de la "transatlantisation" - terme bien plus adéquat que "globalisation" - des industries d'armement. L'industrie d'armement est confrontée à des enjeux que connaissent les autres industries : rôle des "marchés financiers" dans les restructurations transatlantiques, la privatisation croissante des activités industrielles, mais également de la défense proprement dite (maintenance des matériels, milices privées, etc) , les "gouvernements d'entreprise" des grands groupes de l'armement.

En même temps, les initiatives visant à unifier les industries d'armement européennes (dans des groupes européens, tels qu'EADS) et harmoniser les marchés de l'armement européen, les procédures de commandes publiques d'armes, etc. se multiplient depuis quelques années et donnent lieu à la mise en place d'institutions nouvelles[10]. Quelle est l'articulation entre ces transformations industrielles et les orientations de la politique européenne, de sécurité et de défense (PESD) ? Celle-ci navigue entre les souverainetés nationales et les références au rôle irremplaçable de l'OTAN inlassablement mentionnées dans les textes officiels y compris dans le rapport du groupe "Défense" de la Convention sur l'avenir de l'Europe[11]. Bien évidemment ces questions prennent un tour plus dramatique encore avec l'élargissement de l'UE et la satellisation de certains pays de l'est par les Etats-Unis.

- Les relations entre les processus de mondialisation dominée par la finance et le militarisme. C'est une évidence que le militarisme nourrit les guerres. Pour l'essentiel, les industries d'armement sont au nord et les guerres sont au "sud" . Celles-ci sont trop souvent abusivement qualifiées de "guerres ethniques". J'ai tenté de montrer que les guerres en Afrique, qui ont pour corollaire l'essor d'une économie de la prédation sont à la fois une conséquence et une composante de la mondialisation. Une conséquence puisque l'implosion des appareils étatiques (en particulier sous le poids des politiques néolibérales) fait de l'économie de la prédation des ressources naturelles, organisées et contrôlées par des appareils d'Etat rivaux ou non, un mode d'existence désormais courant. Les guerres sont également une composante de la mondialisation : l'extraction des ressources naturelles par les groupes multinationaux et le "recyclage" des flux de revenus de l'économie de la prédation sur les marchés internationaux continuent pendant les guerres, ils participent à l'économie mondiale dans sa face qui n'est même pas cachée.

Le chaos produit dans de nombreuses régions a désormais pour corollaire les propositions de redonner de la vigueur à un "impérialisme néo-libéral" proposé par de nombreux spécialistes, dont le contenu serait le retour de "mandats" , visant à ce qui dans les documents officiels américains est appelé par antiphrase la "construction des nations" (nation-building) [12]. Le "remodelage" (reshaping) du Moyen-orient annoncé par Powell, qui commence par le dépeçage de l'Irak, s'inscrit dans le cadre de cette politique. Mais l'impérialisme néolibéral passe également par la proposition que la "communauté internationale" (l'ONU) assume la tutelle des pays qui sont aujourd'hui en situation de détresse économique et frappés par une implosion sociale. Une première illustration de cette position se trouve dans la proposition qui est faite aujourd'hui – c'est-à-dire en pleine guerre menée par les Etats-Unis - que les Nations-Unies devront être associés à la reconstruction de l'Irak.

- Dans la doctrine de sécurité nationale des Etats-Unis rappelée par l'Administration Bush en septembre 2202, il n'est pas seulement mentionné la doctrine de la "guerre préventive" ce qui est désormais bien connu. Il est aussi affirmé que "la paix, la démocratie, la liberté des marchés, le libre-échange" doivent être défendus comme des "valeurs non négociables de la dignité humaine" . Ce qui signifie qu'elles sont bien sûr justiciables d'une défense militaire. Sur ces questions, le continent latino-américain sera dans les mois qui viennent, plus encore que dans le passé récent un lieu déterminant où sera posée la question de la relation entre la mondialisation et la "guerre sans limites". L'articulation entre l'extension des "marchés" (en particulier par la création de la ZLEA en 2005) et la posture militaire des Administrations américaines (dont le "Plan Colombie" est un des emblèmes) éclaire sur la relation de l'économie au militaire.

Claude Serfati
Contact pour cet article. Claude.Serfati@c3ed.uvsq.fr

------

[1] Aux Etats-Unis, le budget de la défense s'élevait à 304 milliards de dollars en 2001, 351 en 2002, 396 en 2003, l'objectif étant de le faire passer à 470 milliards de dollars (2002) en 2007.
[2] Je fais ici allusion aux spécialistes de l'histoire longue des "cycles hégémoniques" sans prendre en charge leurs conclusions sur le devenir du cycle actuel et l'inévitable ruine de l' 'hégemon' américain.
[3] Les membres d'ATTAC intéressés par quelques commentaires complémentaires peuvent se reporter à la transcription de ma communication à l'Université d'été, rédigée en novembre 2002. Plus généralement, les références aux analyses publiées dans le cadre de mon activité professionnelle se trouvent sur le site de mon laboratoire de rattachement..
[4] Les industriels de l'électronique américains les qualifient désormais de "technologies de l'information et discrétionnaires"….
[5] Déjà gigantesque en 2001, le déficit mensuel de la balance commerciale a augmenté continûment en 2002, passant de 25 milliards de dollars en décembre 2001 à 45 milliards de dollars en décembre 2002. L'Office du budget américain a calculé (début 2003) que le plan Bush fera passer sur 10 ans l'excédent budgétaire cumulé de 5600 milliards de dollars à un déficit budgétaire cumulé de 2000 milliards de dollars
[6] Dans le même registre de prise de conscience du chaos que va produire la guerre et de l'inquiétude qui en résulte, voir l'éditorial de M. Wolf "America may not like the new world it is about to create" (Financial Times, 13 mars 2003) . Le même écrivait il y a quelques jours un article pourtant intitulé "Stable Oil supplies are worth defending from Iraqi aggression" (Financial Times, 26 février 2003) . Volonté de prendre date et lui permettre de dire dans quelques mois : "je vous l'avais bien dit" ?
[7] Ce que Jaurés condensait dans cette formule : "le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage" .
[8] Ma participation ces dernières semaines à des réunions organisées à l'initiative de comités ATTAC a renforcé ma conviction que les militants et les citoyens, submergés par les analyses données dans les médias de grande communication, attendent des analyses de fond. Les missions de "mouvement d'éducation populaire" sont absolument complémentaires à celles de l'engagement militant.
[9] Je rappelle que les dépenses militaires des pays de l'OTAN représentaient 2/3 des dépenses militaires mondiales en 2001. Ces données (SIPRI) ne prennent pas en compte les augmentations post 11/09/01. Les groupes américains, britanniques, Français et allemands réalisaient en 2001 90% de la production d'armes des 100 premiers groupes mondiaux de l'armement (source : SIPRI) .
[10] Elles butent néanmoins sur l'article 296 du traité communautaire (ex-223 du traité de Rome) qui permet aux Etats d'exclure tout contrôle communautaire sur les activités de production et de commerce des armes.
[11] Le rapport final du groupe de travail sur la défense de la convention sur l'avenir de l'Europe (présidé par M. Barnier) mentionne fréquemment l'appartenance de pays membres et candidats à l'OTAN et rappelle que la politique de défense européenne ne peut être définie sans faire référence à l'OTAN (§25) .
[12] Le mandat était la formule choisie par la Société des Nations en 1919 pour certaines colonies des empires allemands et Ottomans, qui étaient mises sous la responsabilité des puissances impériales Britanniques et Françaises.

Le règne du libéral-stalinisme

Un entretien avec Jacques Sapir, directeur d'études à l'EHESS, qui a fait paraître un ouvrage assez polémique intitulé Les Economistes contre la démocratie (Albin Michel). Il y défend l'idée que le discours économique dominant agit dans le sens d'une dépossession des instances démocratiques au profit d'une tyrannie des experts, prélude à une tyrannie politique qu'il qualifie de libéral-stalinisme. Les économistes sont-ils les fossoyeurs de la démocratie ? Pour en débattre, la revue L'Economie Politique a interviewé Jacques Sapir. Cet entretien est issu d'un dossier, paru dans le numéro 16 de la revue (4ème trimestre 2002) qui comporte également les commentaires d'Elie Cohen, nommément mis en cause à plusieurs reprises dans l'ouvrage, et d'André Orléan.

Vous commencez par dénoncer dans votre ouvrage le glissement des économistes dominants, souvent conseillers des Princes, de l'expertise à l'expertisme. Qu'entendez-vous par là ?

Jacques Sapir : J'entends par expertisme la combinaison de deux choses. D'une part, le fait d'émettre des avis sans donner de possibilité de vérification : l'expert doit toujours dire sur quelle base il fonde son avis, afin de donner les éléments de sa propre critique, ce qui seul permet un débat. Sinon, on tombe dans un discours idéologique où l'on utilise un vocabulaire d'apparence scientifique comme un argument d'autorité. D'autre part, le fait de se présenter comme un simple donneur d'avis, alors que l'on joue le rôle de décideur. L'expertisme, c'est donc une double irresponsabilité : une irresponsabilité de nature politique, par la confusion entre la fonction d'expert et la fonction de décideur – ce qui revient à la confusion entre la légitimité politique et la légitimité scientifique –, et une irresponsabilité scientifique, qui consiste à émettre des avis normatifs et prescriptifs sans en donner les possibilités de vérification ou en prétendant que ces avis se situent dans un au-delà du débat et de la vérification. L'expertisme est donc le contraire de l'expertise, qui, elle, doit se donner pour ce qu'elle est : un avis vérifiable et contestable, sans prétention à fonder sa propre légitimité. J'ajoute que l'expertisme n'est pas le défaut des seuls économistes – même s'il atteint chez eux parfois des sommets –, mais qu'il peut se manifester dans d'autres disciplines, de la médecine à la géologie.

Les économistes prennent-ils vraiment les décisions politiques ?

J. S. : Il y toute une série de cas où c'est effectivement ce qui se passe. D'abord, tout simplement, quand le décideur est débordé et qu'il n'a pas le temps d'évaluer la décision qu'on lui soumet. Ensuite, quand le décideur politique présente comme résultat scientifique ce qui correspond à un choix politique, et qu'il choisit ainsi d'échapper au débat. Enfin, quand le décideur et l'expert se confondent dans la même personne. Par exemple, lorsque Lawrence Summers exerçait la fonction de vice-ministre des Finances aux Etats-Unis, ou Stanley Fischer celle de numéro deux du Fonds monétaire international (FMI). On en a un autre exemple, en France, avec l'idée que le ministre des Finances doit être un économiste. Or, au Japon, jusqu'à ces dernières années, le directeur du Miti (1) n'était jamais un économiste : comme ce ministère est au cœur de la décision économique, les Premiers ministres japonais considéraient qu'il devait être dirigé par un homme politique d'expérience.

Concrètement, on voit aujourd'hui plutôt les deux derniers cas. Les décideurs politiques se servent d'un argumentaire mobilisant le vocabulaire scientifique des économistes – souvent alors réduit à un jargon – pour présenter comme unique solution possible ce qui relève d'un choix à plusieurs alternatives. On voit aussi des situations où il y a confusion entre le décideur et l'expert, ce qui permet de jouer sur les deux tableaux sans être tenu pour responsable d'aucun ; c'est la fable de La Fontaine, la chauve-souris disant : « Je suis oiseau, voyez mes ailes, je suis souris, voyez mes poils »…

Les experts du Conseil d'analyse économique sont-ils dans ce cas ?

J. S. : Le Conseil d'analyse économique regroupe un nombre important d'économistes aux avis divergents et a plus servi à produire du papier qu'à influencer directement les décisions. Je n'ai pas le sentiment que l'on soit sorti, dans ce cas, des limites de l'expertise. On a plus de problèmes avec le ministère des Finances, depuis Raymond Barre, présenté en son temps comme le « meilleur économiste de France », jusqu'à Dominique Strauss-Kahn. La confusion des rôles n'est pas bonne. Un économiste peut, bien entendu, être ministre, et même ministre des Finances. Mais il l'est alors en tant que citoyen, et non en tant que scientifique. Faire croire et laisser dire que ce qui légitimerait ses décisions serait un savoir de nature scientifique, et non une compétence politique, est une fraude majeure. En France, les avis d'économistes ont été présentés comme des vérités scientifiques incontournables, et non pas comme des conjectures soumises au débat. On en voit un exemple avec la question du franc fort, justifié à partir de 1985-1986 au nom de l'inefficacité des dévaluations, puis, quelques années plus tard, la justification de la monnaie unique au nom des dangereuses inégalités que créaient ces dévaluations. Soit la première thèse est juste, soit c'est la seconde, mais certainement pas les deux en même temps. Pourtant, ce sont les mêmes qui ont soutenu ces thèses contradictoires, et ce sans expliquer pourquoi ce qui était noir hier devenait blanc aujourd'hui. L'honnêteté politique et scientifique aurait été de discuter des avantages et des inconvénients de la flexibilité du taux de change, en montrant d'ailleurs que, selon les solutions proposées, ce n'étaient pas les mêmes qui perdaient ou gagnaient dans l'opération. Le dogme était, avec Pierre Bérégovoy, qu'une dévaluation, par principe, ne marche jamais. Or c'est une malhonnêteté scientifique et politique, on l'a bien vu en Russie en 1998.

L'économie standard, sur laquelle s'appuient les économistes que vous dénoncez, projette un imaginaire politique de la mondialisation que vous qualifiez de libéral-stalinisme.

J. S. : J'ai utilisé pour la première fois ce terme en 1996 dans mon ouvrage Le Chaos russe (2), à propos du comportement des économistes libéraux, russes et occidentaux, dans la transition en Russie. Il fait référence à un comportement que l'on voit émerger au début des années 30 en Union soviétique. A l'époque, on proclamait la centralité de la figure du prolétaire, ce que l'on appelle le « tournant gauche » du stalinisme, mais en même temps, on déniait aux ouvriers le statut de prolétaire sous prétexte qu'ils venaient en majorité du monde paysan. Qui est alors le prolétaire dans ce système ? Le cadre du Parti, celui qui doit décider de tout, d'après Staline. De même, aujourd'hui, on proclame dans nos pays la centralité de la figure du citoyen. Mais celui-ci est réduit à des usages triviaux de sa citoyenneté ; celle-ci est le plus souvent assimilée à la civilité. Le comportement citoyen revient alors à respecter les biens et les personnes, à pratiquer des gestes gratuits, comme la participation à des associations caritatives. Le modèle devient alors le volontaire social, celui qui vient donner un coup de main dans des initiatives du type Restos du cœur, alors que, dans le même temps, les décisions importantes concernant la politique économique – décisions qui ont un effet direct et immédiat sur l'emploi et le revenu de millions de personnes – sont retirées de la représentation populaire, pour être confiées à des agences indépendantes (Banque centrale européenne, Organisation mondiale du commerce), où le débat et la décision sont le monopole d'experts s'autorecrutant. Au citoyen apparent, et désormais dénué de pouvoir de décision si ce n'est celui de sa propre charité, s'oppose le véritable citoyen, celui qui décide de tout : c'est l'expert. On est dans le même système idéologique. Avec les mêmes pathologies. Par exemple, quand les politiques ne donnent pas les résultats escomptés, on ne les interroge pas, on cherche des saboteurs. On l'a vu dans le discours en Russie en 1992-1994. On l'a vu aussi en France dans les réactions des experts et responsables face aux mouvements de contestation des réformes Juppé en 1995 ou de celles d'Allègre

dans l'Education Nationale en 1997-1998. C'est le cas aujourd'hui quand on nous explique que la mobilisation contre la mondialisation empêche le bon fonctionnement du système de régulation dont on attend monts et merveilles. On sait où cela finit : à une criminalisation de tout avis dissident. J'ai été particulièrement choqué quand, dans son ouvrage (3), Elie Cohen fustige les manifestants de Seattle et qualifie le résultat de leur action d'« étrange défaite » pour la mondialisation, selon le mot de l'historien Marc Bloch au moment de défaite française face à l'Allemagne en 1940. Il aurait pu user de bien d'autres termes sans mobiliser un tel rapprochement. Je ne veux pas penser qu'il s'agisse, pour Elie Cohen, d'inciter son lecteur à tirer un trait d'égalité entre les nazis et les contestataires de la mondialisation. Mais ce scandaleux dérapage donne une idée de la façon extrêmement négative dont il perçoit ces derniers. D'un point de vue psychanalytique, l'inconscient parle.

Le stalinisme a fait beaucoup de victimes. Où sont les morts provoquées par les économistes ?

J. S. : En Russie, la surmortalité actuelle provient en partie de la destruction des systèmes sociaux et d'hygiène, résultat des coupes budgétaires imposées par les économistes qui ont conseillé les gouvernements, de Jeffrey Sachs à Stanley Fischer. Ces économistes ont également sur la conscience la situation de désespoir, de voie sans issue qu'ils ont contribué à créer par leurs conseils erronés : le taux de suicide a explosé chez les jeunes, ainsi que des comportements facilitant la montée de la prostitution ou de la criminalité. On a maints exemples d'une détérioration dramatique des cadres de vie liée aux politiques prescrites par ces experts en Amérique latine, par exemple aujourd'hui en Argentine. Les recettes du FMI ont conduit l'Indonésie au marasme et au bord de l'éclatement interethnique et de la guerre civile, alors que, à l'opposé, la Malaisie traversait la crise de 1997 sans trop de mal en suivant une politique opposée (incluant en particulier le contrôle des changes). Il est clair que les économistes responsables des divers désastres que l'on a connus ne les ont pas voulus. Une bonne partie d'entre eux ont donné leurs conseils avec les meilleures intentions du monde. Rappelons-nous le mot de Guillaume II devant les charniers de la Première Guerre mondiale : « Je n'avais pas voulu cela. » Et rapprochons cette phrase de l'aveu de Michel Camdessus, l'ancien directeur général du FMI, reconnaissant que l'action du FMI avait créé en Russie « un désert institutionnel dans une culture du mensonge » (4). Il ne reste pas moins que l'on n'est pas jugé sur ses intentions, on l'est sur ses résultats.

La science économique a-t-elle toujours connu cette volonté de dépolitisation ?

J. S. : Dans la pensée économique depuis le XVIIIe siècle, il y a en permanence une tension entre ceux qui prétendent faire sortir les décisions économiques de la politique et ceux qui estiment qu'elles sont par définition un élément de la politique. Dans le premier cas, on a la théorie du commerce international de David Hume (le Price Species Flow), qui cherche à montrer que dès qu'un pays exporte beaucoup, les entrées d'or et d'argent font monter les prix, baisser sa compétitivité et ses excédents extérieurs. C'était en fait une approche qui cherchait à contrer les discours mercantilistes de recherche des excédents extérieurs à tout prix, y compris par la guerre. L'idée de Hume était de fournir un cadre explicatif montrant, scientifiquement, que ces guerres étaient inutiles. L'objectif était louable, mais les hypothèses étaient choisies pour obtenir le résultat voulu et donner une soi-disant base scientifique à un choix politique. Dans le second cas, Friedrich List propose au contraire une vision politique du commerce international : il montre que dans un système international hiérarchisé, le développement ne peut se faire sous la pression des puissants et rend le protectionnisme nécessaire.

L'idéologie scientiste du XIXe siècle va radicaliser la tradition de Hume et David Ricardo pour aboutir à Léon Walras, qui présente l'économie comme un système obéissant à des lois de la nature, ne nécessitant pas, par définition, de débat politique. C'est une source majeure de cette volonté de dépolitiser l'économie. Il existe cependant une autre tradition qui va dans le même sens. Ceux qui en sont issus ont alors avancé l'idée que la dépolitisation de la décision économique est nécessaire, même si elle n'est pas justifiée, car confier la décision politique au plus grand nombre mène à la dictature. C'est le discours libéral politique, présent depuis Benjamin Constant, et qui s'inspire des conséquences de la Révolution française et de la Terreur. On retrouve ce discours chez Friedrich Hayek. Ce dernier ne croit pas que les lois économiques soient des lois de la nature, ce en quoi il a raison. Mais il veut éviter que la grande masse participe à la décision économique car cela ne peut conduire, à ses yeux, qu'à détruire les conditions qui permettent la meilleure réalisation de l'ordre spontané du marché, en particulier la défense de la propriété privée. Il adopte ainsi, dans ses derniers ouvrages des années 70, une position de moins en moins compatible avec la démocratie (après avoir pris, faut-il le rappeler, des positions courageuses contre les nazis).

Comment faire pour rendre aujourd'hui le débat économique plus démocratique ?

J. S. : La première chose consiste à redonner toute sa place à l'espace politique. C'est pour cela que je suis contre le principe d'agences indépendantes. Les gouverneurs de banques centrales devraient être responsables devant les parlements nationaux. Il faut redonner à l'expression de la souveraineté populaire la possibilité de prendre des décisions sur l'ensemble des domaines de la politique économique, car cette dernière ne relève pas de la science mais de la combinaison d'intérêts divergents et contradictoires, c'est-à-dire de la politique. Ce qui fait la démocratie, ce n'est pas seulement la liberté de parole, c'est le fait que

cette dernière aboutisse à produire des dirigeants en mesure de prendre des décisions et devant en assumer les responsabilités. Sans pouvoir d'agir et de décider, il n'y a plus de souveraineté, et quand il n'y a plus de souveraineté, il n'y a plus de démocratie. Il s'agit aussi de savoir si les économistes sont prêts à accepter le pluralisme des débats et, plus globalement, si la science économique est restée une discipline vivante ou bien si elle est devenue une discipline morte. D'un côté, il est évident qu'il y a des débats importants, y compris dans la tradition néoclassique. D'un autre côté, il y a des domaines où tout débat est impossible. Cela fait plus de trente ans maintenant que des expériences, reproduites et donnant toujours le même résultat, ont montré que les fondements psychologiques de la théorie néoclassique des préférences sont faux. Soit ces travaux sont niés, soit ils sont cités mais on fait comme si c'était une vision du monde parmi d'autres. Or, soit ils ont tort, et pourquoi les reprendre, soit ils ont raison, et c'est toute la théorie microéconomique néoclassique (et même, au-delà, utilitariste) qui doit disparaître, et avec elle un pan entier de la tradition économique. La science économique affiche, au mieux, un pluralisme de façade car, en refusant tout débat de méthode, elle reste prise dans des débats sans enjeu. C'est un mauvais présage, qui annonce une crise interne de très grande violence.

Propos recueillis par Christian Chavagneux
Contact pour cet article. cchavagneux@alternatives-economiques.fr

(1) Abréviation désignant le Ministry of International Trade and Industry (ministère du Commerce extérieur et de l'Industrie), au Japon [NDLR].
(2) Le Chaos russe, La Découverte, 1996.
(3) Elie Cohen, L'ordre économique mondial. Essai sur les autorités de régulation, Fayard, 2000.
(4) Libération, 31 août 1999.

Consommation responsable et mondialisation

Par Véronique Gallais. Présidente d'Action consommation

« Action consommation », un des douze partenaires du festival de cinéma d'Attac « Images mouvementées », qui se déroulera du 1er au 8 avril 2003, au Cinéma des cinéastes à Paris 17ème. Toutes les informations sont sur le site du festival : http://www.local.attac.org/images-mouvementees/

Je commencerai par la définition de ce que nous entendons par consommation responsable. Il s'agit de porter une exigence de qualité globale (intrinsèque, sanitaire + sociale et environnementale) afin de contribuer à la modification des modes de production, de commercialisation et de consommation.

La consommation, comme tout autre acte économique, est l'expression d'une attitude générale au quotidien. Elle peut être individualiste, ou responsable et solidaire.

Ceci posé, comment devient-on et comment reste-t-on consommateur responsable ?
Il faut tout d'abord prendre conscience des effets sur l'être humain, la société, l'environnement et la démocratie des modes conventionnels de production, commercialisation et consommation. Il faut ensuite avoir accès à une information suffisamment neutre, non orientée par des intérêts économiques, qui permette d'entretenir son esprit critique et de choisir en toute connaissance de cause. Puis il s'agit d'acquérir de nouveaux réflexes : dans ses comportements, dans ses actes d'achat et dans le choix de ses lieux d'achat.
Mais les actes d'achat seuls ne suffiront pas à apporter rapidement les changements escomptés, dans un contexte de commerce mondial où des entreprises détiennent un pouvoir supérieur à celui d'Etats entiers. Les cent premières puissances économiques mondiales comptent en effet 49 Etats et 51 entreprises. On comprend les pressions auxquelles peuvent être soumises les institutions. Il faut donc entretenir une mobilisation citoyenne pour faire évoluer l'offre des entreprises et le cadre législatif.

Le rôle d'Action Consommation consiste à inviter les citoyens à devenir consommateur responsable en informant :
- sur les modes de production, de commercialisation et consommation, et leurs conséquences pour l'être humain, la société, l'environnement et la démocratie
- sur les alternatives économiques, les valeurs dont elles sont porteuses, leurs résultats
- les possibilités de consommer autrement (par ses actes d'achat et ses comportements)
- les modes d'action au-delà de la consommation

Il s'agit d'acquérir de nouveaux réflexes et de participer à une action politique collective par l'accumulation des actes citoyens de chacun.
Action Consommation organise aussi, ou co-organise, des campagnes de mobilisation citoyenne et d'interpellation.
Notre démarche se situe en complément, en convergence et cohérence avec les objectifs des mouvements de résistance à la mondialisation néolibérale, en recherche d'alternatives constructives pour une économie centrée sur l'être humain, respectueuse de la nature.
Elle s'attache à mettre en lumière l'articulation entre les niveaux microéconomique, macroéconomique, politique, et les comportements personnels.

Cependant, nous rencontrons un certain nombre d'obstacles et de freins à la consommation responsable. Ils concernent tous les acteurs économiques.

Les entreprises exercent une responsabilité à deux niveaux : celui de leurs actions propres dans l'évolution de leurs modes de production et de leurs gammes de produits ; mais aussi celui de leur influence sur les modes de consommation à travers leur marketing et leur communication :

- On dénote généralement une grande lenteur à faire véritablement évoluer l'offre de produits, entre les contournements réglementaires, les pressions sur les institutions pour s'assurer une législation ultralibérale, et l'absence d'une réelle démarche authentique, globale et cohérente.
- La politique marketing et de communication conditionne le consommateur à acheter toujours plus, organise l'obsolescence des produits. On constate souvent un fort décalage entre des actions ponctuelles et une communication disproportionnée. Il s'agit davantage de manipulation que d'information.
- Il y a majoritairement prééminence de l'objectif de rentabilité financière sur la responsabilité sociale et environnementale : les fonctions de l'entreprise sont externalisées et délocalisées pour des avantages réglementaires de nature sociale et/ou environnementale permettant de faire baisser les coûts, les entreprises participent à l'évasion fiscale et à la criminalité financière par le biais des paradis fiscaux, elles dépossèdent des peuples et des acteurs économiques de leurs ressources naturelles par le biais des brevets, elles sont dirigées sur une base de mensonge, comme dans le cas d'Enron. C'est le règne de l'opacité, de la concentration et de l'hégémonisme.
- La concentration de la distribution rend difficile le choix de points de vente indépendants, soit parce qu'ils ont disparu des centre villes, soit par leur faible nombre et leur éloignement (magasins de commerce équitable, de produits naturels et bio, d'articles artisanaux)

Les institutions sont supposées jouer un rôle de sensibilisation et de valorisation des actions positives, de législation et de pénalisation pour lutter contre les comportements négatifs, en représentant l'intérêt général. Mais elles tiennent ce rôle de façon très inégale :
- En ce qui concerne les réglementations, les institutions décident trop et de plus en plus souvent sous l'influence des lobbies (OMC, AGCS, Europe, etc.). Alors que l'on parle de dérégulation du commerce international, il s'agit plutôt d'une libéralisation très réglementée, au profit de ceux qui ont le pouvoir et les moyens de faire pression. Par ailleurs, certains excès de réglementation, censés apporter des garanties au consommateur, sont facteurs d'exclusion économique et de concentration des acteurs (notamment par le coût de la mise aux normes et des contrôles).
- Les politiques nationales ou régionales des pays occidentaux favorisent souvent la concentration des acteurs économiques et la dépendance des régions du Sud. Ainsi, la Politique Agricole Européenne et les exportations subventionnées de nos pays n'encouragent pas, voire concurrencent directement les cultures vivrières et l'élevage local au Sud, allant à l'encontre de la souveraineté alimentaire. Parallèlement, le nombre d'exploitation agricoles continue de décroître au Nord. En France, entre 1988 et 2000, un tiers des paysans a encore disparu. En 1940, la France comptait 7 millions de paysans, c'est ce que compte aujourd'hui l'Europe des quinze.
- Le contrôle des réglementations sociales ou environnementales en vigueur fait trop souvent l'objet de laxisme et/ou de corruption. C'est le cas par exemple pour l'autorisation et la régularisation des élevages hors sol en Bretagne malgré l'augmentation continue de la pollution des nappes phréatiques par les nitratres. C'est aussi le cas pour les implantations de grandes surfaces commerciales, malgré leur effet direct sur la dégradation de l'économie locale.
- De façon générale, on constate une certaine tiédeur dans la prise de décisions et un déficit de courage politique malgré l'urgence des situations. Cela vaut également pour la sensibilisation et la valorisation des actions citoyennes de tous les acteurs.

Les consommateurs ont un rôle à jouer dans la modification des modes de consommation, dans l'évolution de la demande pour faire évoluer l'offre, mais aussi au niveau des exigences pour obtenir un cadre législatif adéquat.
- Ils ont souvent tendance au consumérisme classique, à acheter toujours plus au prix le plus bas possible.
- Le pouvoir de décision et de prescription des enfants et des jeunes, ainsi que leur pouvoir d'achat direct, a considérablement augmenté, alors même qu'ils sont très fortement soumis à l'influence des marques.
- Les consommateurs, et peut-être plus particulièrement en France, ont tendance à s'en remettre à l'Etat comme unique gardien/garant de l'intérêt général, s'affranchissant ainsi de considérations trop implicantes.
- On constate en particulier deux paradoxes :
- Tandis que l'entreprise justifie sa politique par la demande du consommateur, le consommateur justifie son acte d'achat par l'offre de l'entreprise
- L'entreprise peut se considérer prise au piège entre le consommateur-client, qui recherche des prix toujours plus bas, et le consommateur-actionnaire, qui recherche une rentabilité toujours plus grande.
- En conséquence, il y a un grand décalage entre les déclarations d'intention et les actes d'achat.

Chez tous les acteurs, on rencontre des freins culturels et psychologiques : la peur du changement, de l'inconnu ; la peur de manquer ; différentes « croyances » ou « mythes » : la croissance du PIB, le couple « profit moteur de l'économie et économie moteur de la société », le niveau de consommation indicateur du moral des ménages et de la santé de l'économie, le bonheur résultant de l'accumulation de biens matériels, la suprématie de l'avoir sur l'être, etc.

Il faut aussi noter parmi les freins à la consommation responsable l'information encore insuffisante et la difficulté d'accès aux produits .

Conditions de l'efficacité et du changement d'échelle
Du fait de cette forte interdépendance entre tous les acteurs et de l'attentisme / immobilisme encore dominant, il ne pourra y avoir de réelle efficacité que par une réelle prise de conscience et la volonté de faire



face aux questions cruciales qui nous concernent par une action transversale et partagée :
· Le politique ne peut agir que si les électeurs le reconnaissent et les entreprises suivent sa démarche
· L'entreprise ne peut agir que si les clients privilégient ses produits, si les actionnaires soutiennent son engagement et si le politique accompagne ses décisions
· Le consommateur responsable ne peut être efficace que si les pouvoirs publics et les entreprises jouent également leur rôle de façon volontariste

La volonté d'action ne peut être portée que par la reconnaissance de l'insoutenabilité de nos modes de vie, un réel DESIR de changement et l'acceptation de la responsabilité de chacun. Sinon, les mesures isolées ou alternatives diverses pourront se révéler efficaces en elles-mêmes mais resteront insuffisantes globalement, comme des « effets de manche » sans avancée réelle, induisant un ralentissement et non un inversement de la tendance.

Avec le PIB comme indicateur de richesse, une stratégie d'après-guerre s'est érigée en loi économique immuable et universelle malgré la montée en puissance des effets pervers : la croissance est surtout celle des inégalités et de la violence (violence économique incluse), l'injuste répartition des richesses et la non-couverture des besoins fondamentaux d'une part croissante de la population, la dégradation des ressources naturelles et de l'environnement. Dans la logique productiviste, la recherche du profit entraîne la création infinie de besoins et l'expansion continue des marchés. Il faudrait actuellement 4 planètes pour faire vivre tous les habitants de la terre selon le mode de vie occidental.
Les pays du Nord sont dans un engrenage fou qui, après avoir chassé les paysans des campagnes et les commerçants des villes, chasse également les employés des entreprises. Par l'application du même modèle, la même logique est à l'œuvre dans les pays du Sud.
Même en Occident, les signes de confusion sont nombreux : malgré un niveau de vie matériel élevé, les populations souffrent d'une perte de repères, de tensions multiples. Il y a souvent confusion des rôles et des comportements entre adultes et enfants . La consommation d'anxiolytiques et psychotropes augmente constamment, ainsi que celle des bonbons par les adultes comme valeur de consolation…

Cependant, les consommateurs et citoyens sont de plus en plus nombreux à prendre conscience de l'urgence à adopter des comportements responsables et à prendre des mesures volontaristes pour modifier le cours des choses.
La conférence de citoyens qui a eu lieu en février dernier appelle à la citoyenneté comme « vecteur d'une solidarité universelle, seul comportement rationnel et crucial face à un choix crucial :
- Soit nous continuons dans la voie actuelle d'une croissance économique forte et nous sacrifions les générations futures ,
- Soit nous modifions radicalement nos comportements et nous garantissons un développement durable de notre planète. »
Le sondage du CREDOC donne aussi des indications intéressantes. Certains critères plus qualitatifs (que le prix, l'hygiène et la sécurité) ont fait leur place dans l'esprit du consommateur, renvoyant largement à des valeurs ou attentes immatérielles. 64% des personnes interrogées se déclarent incitées à l'achat par une entreprise soucieuse du droit des salariés et 60% par des garanties écologiques. 52% estiment que l'engagement citoyen de certaines entreprises correspond à un changement fondamental dans l'économie. Les enjeux éthiques, sociaux et environnementaux liés à la production des biens de grande consommation seraient devenus un vrai sujet d'attention, voire de préoccupation. Si une entreprise manquait gravement à ses obligations sociales ou environnementales, les consommateurs se déclarent prêts à éviter d'acheter ses produits (63%), à soutenir un boycott (51%) et à modifier leurs habitudes de consommation (47%). Ils se montrent de plus en plus exigeants et demandent des informations transparentes et l'assurance de l'authenticité. S'il convient de relativiser les chiffres de ce sondage et de mesurer l'écart entre déclaration d'intention et actes réels, on se souviendra du succès, nouveau en France, du boycott de Danone il y a quelques mois.

Et il y a bien nécessité d'augmenter le nombre de personnes conscientes de l'urgence à :
- reconsidérer nos valeurs , nos notions de la richesse et nos besoins : notre modèle de développement .
- reconsidérer les pratiques professionnelles à tous les niveaux de l'entreprise, les pratiques politiques, les pratiques de consommation, dans un nouveau souci de la communauté, du cadre de vie et des ressources de l'humanité, prenant en compte les conséquences possibles de ces pratiques et l'interdépendance des acteurs de la société => reconsidérer relations à soi, à la communauté, à la nature, au temps, aux générations futures.

Mesures proposées pour favoriser prise de conscience et changement d'échelle
- Tout mettre en œuvre pour stimuler la prise de conscience générale, la sensibilisation et la responsabilisation de tous les acteurs (consommateurs, investisseurs, chefs d'entreprise, travailleurs, etc.), individuellement et collectivement
- Promouvoir écoute, respect et connaissance des autres et de soi-même
- Promouvoir l'acquisition de nouveaux réflexes, valoriser les changements de comportements de tous les acteurs et notamment les actions citoyennes individuelles par la mise en perspective comme participation à une action collective et solidaire

- Sensibiliser aux principes et gestes de consommation responsable et de citoyenneté dès l'enseignement primaire
- Intégrer les notions de responsabilité sociale et environnementale de tous les acteurs économiques et une évaluation large des richesses (incluant les activités non monétaires) à l'enseignement de l'économie

- Favoriser le développement local, l'autonomisation et les initiatives locales en réseau
- Favoriser la consolidation et l'émergence de réseaux (partage d'expérience, capitalisation des réflexions, mutualisation des ressources, démultiplication des actions)

- Encourager l'évaluation transversale et internationale des entreprises (incluant les politiques marketing et communication, les implantations dans les paradis fiscaux, etc.)
- Mettre en place un encadrement législatif de la publicité (domaine actuellement quasi-intouchable)

Véronique Gallais
http://www.actionconsommation.org/publication/

« Action consommation », un des douze partenaires du festival de cinéma d'Attac « Images mouvementées », qui se déroulera du 1er au 8 avril 2003, au Cinéma des cinéastes à Paris 17ème.

Le thème de cette première édition, organisée par le comité Attac Paris nord ouest et Images et sons d'Attac culture, est « Des consommateurs aux producteurs : développement durable et organisation durable ».

Plus de trente films seront projetés et sept débats sont organisés avec des chercheurs, des enseignants, syndicalistes etc.

Des lectures, des animations et cette année un travail avec les classes de lycées sont prévues.

Sur toute la France, un partenariat est proposé entre les comités locaux d'Attac et les salles d'Art et d'essai du réseau AFCAE par la mise à disposition de l'ensemble du projet.

Toutes les informations sont sur le site du festival : http://www.local.attac.org/images-mouvementees/

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 26-03-2003 >> 02-04-2003

http://attac.org/rdv/index.html

26/03

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien + Graz
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Grenoble + Rennes
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Gunerlokka-Sofienberg

27/03

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Braunau + Bludenz
BELGIQUE-BELGIE : http://wb.attac.be/modules.php?op=modload&name=Calendrier&file=index
Bruxelles + Huy
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
Frederiksberg

28/03

BELGIQUE-BELGIE : http://wb.attac.be/modules.php?op=modload&name=Calendrier&file=index
Bruxelles
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Arras

29/03

DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Rhein-Main-Airbase
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Grenoble + Mende + Brest + Paris (Colloque Santé) + Amiens + Lyon + Cergy Pontoise
SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Genève (Manifestation internationale devant l'OMC)

31/03

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Linz + Wien
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
La Rochelle

01/04

DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
K-benhavn
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
St Brieuc + Saint Dié + Romorantin + Paris (festival Images mouvementées) + Tregunc + Lyon + Nantes
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo
SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne
SVERIGE : http://www.attac.nu/index.php?sc=340,1
Stockholm

02/04

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Gotzis



FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Vantaa
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Grenoble + Paris (Festival Images mouvementées) + Paris 15 + La Rochette + Quimper + Paris 10
SUISSE-SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne